

Les chaînes de valeur mondiales, une chance pour les pays en développement

De nombreuses personnes dans le monde sortent de la pauvreté grâce à la croissance du commerce international. La coopération économique au développement menée par la Suisse encourage l'intégration des pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales.

Patrick Läderach

Abrégé Dans le cadre de la stratégie de politique économique extérieure, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) encourage l'intégration des pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales, via sa coopération économique au développement. Son but : créer sur place des emplois et des sources de revenus durables (économiquement, socialement et écologiquement) et réduire ainsi la pauvreté. Pour parvenir à un changement et à un effet progressifs (hypothèses d'impact), le Seco met en œuvre des mesures ciblées et complémentaires dans le cadre de portefeuilles de projets par pays. Ces mesures fournissent des résultats quantifiables, qui permettent de vérifier si le but a été atteint.

Dans leur Agenda 2030 de développement durable, les Nations Unies ambitionnent d'éradiquer la pauvreté. Autrement dit, tout individu devrait disposer d'au moins 1,90 dollar par jour. Le commerce joue là un rôle important. En 2005, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lançait l'initiative «Aide pour le commerce», qui opère sur quatre axes : premièrement, les États augmentent le volume des échanges ; deuxièmement, ils diversifient leurs exportations ; troisièmement, ils maximisent les liens avec l'économie nationale ; enfin, ils améliorent leur adaptabilité. L'OMC vérifie tous les deux ans les progrès de l'initiative – la dernière fois en juillet 2019¹.

Selon la Banque mondiale, le volume mondial des échanges a triplé entre 2000 et 2018, passant de 6500 à 19 600 milliards de dollars. Cette évolution a permis à de nombreux pays en développement de connaître un rapide essor économique et social. Parallèlement, la pauvreté a décliné. Rien qu'en Chine, 850 millions de personnes sont sorties de la pauvreté depuis les réformes économiques de la fin des années 1970. Un individu sur dix continue malgré tout de vivre dans la pauvreté dans le monde.

Les interconnexions croissantes du commerce comportent également des défis. Ainsi, tous les pays et régions ne sont pas intégrés de la même manière dans les chaînes de valeur

mondiales, ce qui provoque des disparités de prospérité. En outre, la croissance du commerce international peut peser sur l'environnement – tout comme le feraient d'ailleurs des systèmes de production «alternatifs». C'est pourquoi un rapport de la Banque mondiale d'octobre 2019 sur les chaînes de valeur internationales, paru en amont de la conférence annuelle, a abordé à la fois la réduction effective de la pauvreté grâce au commerce et les approches possibles en matière de politique sociale et environnementale des gouvernements et des entreprises².

Le cadre juridique des chaînes de valeur mondiales est constitué par les dispositifs de l'OMC, complétés par les accords multilatéraux de libre-échange. De nombreux pays en développement figurent parmi les plus de 160 États membres de l'OMC. Ils sont toujours plus intégrés dans les chaînes de valeur mondiales et n'exportent plus uniquement des produits agricoles ou des matières premières. Au niveau de la production, ils connaissent même un avantage comparatif par rapport aux pays industrialisés. Ils sont de plus en plus intégrés dans des chaînes de valeur complexes : les produits intermédiaires liés aux textiles, aux appareils électroniques, aux vélos ou aux automobiles traversent souvent plusieurs fois les frontières au cours du processus de production. À cela s'ajoute le développement accru des prestations

touristiques. Dans de nombreux cas, l'intégration dans le commerce mondial s'est traduite par une hausse des revenus, de meilleurs emplois et une diversification de l'économie.

Améliorer la compétitivité

La Suisse soutient l'initiative de l'OMC «Aide pour le commerce». Le Conseil fédéral entend ainsi intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale, comme il l'expose dans sa stratégie de politique économique extérieure. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) suit quant à lui deux lignes d'action au niveau la coopération économique au développement : l'amélioration des conditions-cadres, ainsi que le renforcement de la compétitivité et de l'accès au marché.

En ce qui concerne les conditions-cadres, le Conseil fédéral juge primordiales l'intégration des pays en développement dans le commerce international (en particulier au sein de l'OMC) et la transmission de savoir-faire en matière de droit commercial et de politique internationale. Le Seco s'efforce donc de renforcer les institutions correspondantes des pays en développement (administration des douanes, système des poids et mesures, ensemble des normes, autorités de protection de la propriété intellectuelle, etc.). Il veille en outre à la mise en œuvre des règles de l'OMC, des normes internationales du travail et de la politique de la concurrence.

La Suisse veut renforcer l'intégration des pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales. Il s'agit en particulier d'améliorer les capacités exportatrices des petites et moyennes entreprises (PME), des producteurs et, de plus en plus, des organisations sectorielles et des agences de promotion des exportations. La durabilité joue un rôle-clé, comme dans les chaînes de valeur liées au tourisme, aux matières premières agricoles (cacao, café, etc.) ou au négoce des minerais. Les systèmes privés et volontaires

¹ OMC (2019), *Examen global de l'Aide pour le commerce 2019 : «Soutenir la diversification et l'autonomisation économiques»*, Genève

² Le «Rapport sur le développement dans le monde 2020» est disponible sur le site Internet de la Banque mondiale.



de normes (standards de durabilité) jouent un rôle important, car ils permettent aussi bien aux PME qu'aux grandes entreprises de piloter plus efficacement les chaînes de valeur mondiales et d'améliorer leur productivité et leur accès au marché.

Des évaluations régulières

La mesure de l'efficacité constitue l'un des facteurs clés de la coopération économique au développement. La promotion du commerce par le Seco a fait l'objet d'une évaluation externe en 2018. La pertinence, l'efficacité des dépenses, l'atteinte des résultats (efficacité), la durabilité et l'impact de 25 projets réalisés dans 14 pays ont été examinés. Des recommandations ont pu être formulées (notamment quant au choix des chaînes de valeur et des partenaires locaux), ainsi qu'une hypothèse d'impact pour démontrer comment et par qui les portefeuilles de projets par pays du Seco devraient provoquer progressivement des changements et manifester des effets. Cette hypothèse démontre par étapes logiques comment les mesures de promotion du commerce du Seco aboutissent à des exportations croissantes et à des produits fabriqués de façon de plus en plus durable. Elle constitue une base pour concevoir des projets de promotion du commerce dans les pays en développement.

Dans ses rapports d'impact et dans ceux sur la mise en œuvre du message relatif à la coopération internationale 2017–2020, le Seco expose périodiquement les résultats (quantitatifs comme qualitatifs) obtenus par

la coopération économique au développement, ainsi que les succès et les échecs. En 2018, plus de 350 000 personnes ont participé à des entraînements ou à des formations continues grâce à des projets soutenus par le Seco, et plus de 20 000 emplois ont été maintenus ou créés. Pour la période 2016–2018, les exportations supplémentaires de biens durables (produits agricoles, textiles, bois, etc.) et de services (tourisme, etc.) des pays en développement se sont élevées à plus de 750 millions de francs.

En Ukraine, un projet de développement du marché bio a par exemple contribué à accroître de plus de 60 millions de francs les exportations de produits agricoles durables entre 2011 et 2016. Le Seco soutenait ce projet réalisé par l'Institut de recherches en agronomie biologique à hauteur de 5 millions. L'attention s'est concentrée sur les chaînes de valeur des cultures et des produits laitiers: les compétences des cadres et d'autres acteurs en matière de qualité, de stockage, de transformation et de développement des affaires ont été améliorées pour renforcer la compétitivité. S'y sont ajoutés des conseils politiques pour promouvoir un contexte commercial favorable au développement du secteur bio.

Le commerce conserve sa pertinence

Selon la Banque mondiale et l'OMC, le commerce reste un moteur important du développement économique, malgré la

L'agriculture biologique progresse fortement en Ukraine, notamment grâce au soutien du Secrétariat d'État à l'économie. Une conférence de presse dans la région de Poltava.

tendance récente à une recrudescence du protectionnisme, comme aux États-Unis. Il s'agit de continuer à exploiter ce potentiel. L'introduction de mesures ciblées, appliquées aux chaînes de valeur mondiales sur la base de la stratégie de politique économique extérieure et dans le contexte de l'initiative «Aide pour le commerce» et de l'Agenda 2030, reste donc pertinente.

Évaluer les effets et résultats des mesures du Seco permet d'optimiser constamment les changements progressifs et leur impact, ainsi que l'hypothèse d'impact sous-jacente. Le but est d'obtenir toujours plus d'efficacité et une durabilité croissante grâce aux mesures mises en place. À cet effet, la mise en œuvre des constats posés dans l'évaluation externe de la promotion du commerce du Seco pourra être reprise dans le développement du portefeuille de projets et la conception même des projets.



Patrick Läderach

Collaborateur scientifique, secteur Promotion commerciale, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne